

solidarité ouvrière

Organe de l'Alliance syndicaliste

(Courant syndicaliste révolutionnaire et anarcho-syndicaliste d'expression française)

TROISIEME ANNEE - NUMERO 30

PRIX : 1 F — PUBLICATION MENSUELLE

OCTOBRE 1973

**Contre les fermetures d'usines
Contre les licenciements**

ACTION DIRECTE

Avec Lip
Cerizay
les travailleurs
organisés
combattent la
rationalisation
capitaliste



● **Chili :**
l'armée
n'était
pas
légaliste

pages 2 et 3

A COTE des grandes luttes revendicatives de la rentrée — cheminots, fonctionnaires, etc. — le courant de fait le plus radical de la classe ouvrière fait la démonstration devant tous les travailleurs qu'on peut se battre contre les licenciements et les fermetures d'usines.

De la conjonction de ces expériences d'action directe accompagnée de gestion ouvrière avec la défaite de la classe ouvrière chilienne renaît parmi les travailleurs la conscience de leurs intérêts de classe : c'est par son organisation et son action autonomes que le prolétariat trouvera le moyen de son émancipation, grève générale insurrectionnelle accompagnée de l'armement des travailleurs, destruction de l'Etat auquel se substitue l'autogestion sociale et la fédération des unités de production.

Chili :

DE tout temps, les Versaillais ont le même visage ; les répressions des classes dominantes répètent toujours les mêmes images de travailleurs hagards, aux mains croisées derrière la nuque, qui marchent en files hallucinées entourées de silhouettes militaires. Quand la peur des possédants et des puissants devient trop forte, les dérisoires lois de la démocratie et le prétendu honneur militaire n'existent plus : la soldatesque se déchaîne : on tire au canon dans les quartiers populaires, on fusille au coin des rues ! Qui est ouvrier, qui est pauvre est suspect !

La légaliste armée chilienne vaut bien les brutes de Galliffet, ceux des « Freikorps » et tous ceux qui souillèrent leurs uniformes du sang des travailleurs ; en tuer, en tuer le plus possible, pour être tranquilles et jouir en toute quiétude des bienfaits de la civilisation : pendant que les mitrailleuses crépitaient, on sablait le champagne dans les beaux quartiers de Santiago.

Notre bourgeoisie, dans sa presse et à sa radio, s'est réjouie, avec les sous-entendus habituels : « Voyez ce qui vous attend si vous n'êtes pas sages ! » Ne soyons pas dupes aujourd'hui de ces larmes de crocodile, maintenant qu'elle voit que les militaires y vont un peu fort ! Rappelons-nous qu'il nous faudra, quand les temps seront venus, nous montrer impitoyables !

Pour toute une gauche européenne, la tragédie chilienne n'est pas seulement un sujet d'indignation et de douleur ; elle est aussi une révision déclinante de vérités simplificatrices.

Gilles Martinet, dans le « Nouvel Observateur », l'avoue : « Il faut en finir, sur ce point, avec les niaiseries du programme commun comme avec le romantisme des gardes rouges. » Nous le suivons sur ce point. Mais que propose-t-il en réponse : il faut se gagner l'armée à partir de l'armée !

Invraisemblable naïveté ou impuissance à regarder les faits en face ?

Le gouvernement Allende, tout au long de son mandat, a cherché à se concilier le corps des officiers, à lui donner des gages, des assurances, des postes de ministre. Seule une petite partie des jeunes officiers avait rejoint l'Unité populaire : on apprend que 350 élèves officiers ont été fusillés à Concepcion. Quelques jours avant le putsch du 11 septembre, des liquidations physiques de soldats eurent lieu, notamment dans la marine ; les militaires ne sont pas des naïfs et leurs services de renseignements connaissent les militants et les sympathisants de gauche.

Penser qu'une partie plus que minime des militaires de carrière pourrait rester l'arme au pied devant des mouvements d'expropriation est une des plus funestes utopies qui devoient le mouvement ouvrier ; c'est ignorer l'origine sociale des officiers, leur psychologie de caste ; c'est négliger qu'ils possèdent le monopole de la force armée, que cette puissance les place en position d'arbitre et qu'ils entendent la garder. Même Hitler, qu'on ne pouvait soupçonner de tendresse envers les socialistes, a dû se débarrasser des sections d'assaut du Parti nazi pour conserver l'appui de l'état-major. C'est passer sous silence que nos armées modernes sont encore plus que celles du passé des armées de guerre civile : dans la formation des futurs cadres est incluse une propagande pro-capitaliste ; et là-bas on ne conteste pas le contenu des cours !

Le mouvement ouvrier révolutionnaire devra analyser les événements du Chili, les analyser avec froideur. Peut-on passer au socialisme par les voies parlementaires et légales ? Est-il encore possible — l'a-t-il jamais été ? — de concevoir que des ministres socialistes pourraient décréter des socialisations, des expropriations dans le silence feutré des cabinets ministériels sans que dans la rue apparaissent — armées, décidées, organisées — les forces réactionnaires ? Ou bien consciemment et méthodiquement ne faudrait-il pas s'organiser solidement sur une base de classe, dans les usines, les chantiers, les champs, suspecter tous ceux qui sont intéressés à la survie du capitalisme, et particulièrement les forces armées — toujours légalistes et démocratiques jusqu'à l'instant où elles tirent !

Rappelons-nous, camarades, les événements de Barcelone de juillet 1936. Les groupes de combat de la C.N.T. surveillaient les mouvements de troupe, écoutaient leurs liaisons téléphoniques. Et quand le signal passa de permanences en fédérations locales : « Le monstre bouge », tous les faubourgs industriels dévalèrent sur les casernes, armés de bric et de broc ; car là-bas aussi le gouvernement de Front populaire n'avait pas accepté d'ouvrir les dépôts d'armes. Oui, après trois ans la guerre fut perdue ! Oui, mais rappelons-nous que pendant quelques jours le prolétariat armé, organisé dans ses syndicats révolutionnaires de la C.N.T. et de l'U.G.T., sut briser un putsch militaire, en partant à l'assaut des casernes et en déclenchant la grève générale.

Sans doute n'étions-nous pas en accord avec Allende et ses compagnons, nous qui pensons que le socialisme ne naîtra pas par les urnes et que l'exploitation et l'oppression du travail ne pourront disparaître que par une révolte consciente et organisée des travailleurs, sans doute leur politique a en partie amené les travailleurs désarmés devant la réaction fascisante, mais n'oublions pas qu'ils sont morts pour le socialisme et salvons leur mémoire !

Les travailleurs n'étaient pas armés !

QUAND elle commença à gouverner, l'Unité populaire eut à faire face à une dépression économique héritée du gouvernement Frei et qui atteignait son point le plus bas en 1970 (8,5 % de chômeurs, inflation galopante, carence en matière d'équipements collectifs, etc.). Pour réaliser les tâches démocratiques bourgeoises (réforme agraire, récupération des richesses de base) que la bourgeoisie nationale s'était montrée incapable de mener à bien, l'Unité populaire dut alors appliquer une politique à court terme destinée à relever le niveau de l'activité économique. Cette politique

à court terme se fixait deux objectifs : relancer la consommation intérieure et accroître la partie de la production sociale destinée à l'investissement. Nous étions au début de ce que Allende et consorts appelèrent plus tard le « Front patriotique », c'est-à-dire une politique d'alliance entre la classe ouvrière et la petite et moyenne bourgeoisie chilienne. C'est à travers les difficultés économiques rencontrées par l'Unité populaire que nous verrons à quoi conduisit cette politique d'alliance « anti-impérialiste et anti-monopoliste ».

DES CONCESSIONS A LA BOURGEOISIE

La « gestion Frei » laissait l'économie chilienne dans un état lamentable. Dès qu'elle fut au pouvoir, l'Unité populaire en tira le bilan : environ 40 % des capacités productives inutilisées, chômage chronique et faiblesse de la consommation intérieure. En menant une politique d'augmen-

tation du pouvoir d'achat des masses et d'investissements publics, financée par un déficit du budget d'Etat, l'Unité populaire réunissait donc les conditions indispensables à la remise en œuvre des capacités productives inutilisées, tout en espérant le plus sérieusement du monde que la bourgeoisie nationale reprendrait à temps le relais de l'investissement, résorbant ainsi le déficit budgétaire du départ. L'année 1971 marque le succès incontestable du premier volet de cette politique ; la production intérieure brute augmenta de 8,3 % (alors que les prix et salaires évoluèrent respectivement de 20 % contre 30 à 40 % sous Frei et de 35 à 60 % selon les secteurs).

Début 1972, l'Unité populaire rencontrera ses premières difficultés sur le plan économique. Outre les problèmes consécutifs aux nationalisations (arrêt des investissements étrangers, manipulation de cours du cuivre sur le marché mondial, sabotage de la production agricole organisé par les propriétaires fonciers expropriés...), l'Unité populaire devra faire face au comportement « étonnant » de la bourgeoisie nationale chilienne. Celle-ci, malgré la politique de séduction économique menée tambour battant en sa direction par l'Unité populaire (réduction d'impôts, octroi en masse de crédits...), n'en restera pas moins méfiante, ce qui se traduira ni plus ni moins par son refus d'investir, ou plus précisément son refus d'investir en dehors du marché noir organisé par le grand capital chilien et son allié le capital U.S. A partir d'avril 1972, il ne se passera pas de jour sans que les inspecteurs



Le socialisme ne passe pas par l'alliance avec la petite bourgeoisie



de la direction du commerce et de l'industrie ne découvrent des stocks de marchandises. Sans attendre les recommandations de la C.U.T. (Confédération unique des travailleurs : environ 720 000 syndiqués) qui lance des appels à la conciliation, les travailleurs riposteront par l'occupation des usines, *petites et grandes*, et par l'organisation de leur propre réseau de distribution des marchandises. On assistera ainsi à la formidable extension des grèves « illégales », c'est-à-dire non programmées par la centrale ouvrière. Les statistiques suivantes, publiées par le ministère du Travail, sont à cet égard significatives : sur la totalité des grèves dénombrées, la proportion des grèves « illégales », entre le premier semestre 1971 et le

premier semestre 1972, passe de 78,5 % à 96 % dans les mines, de 75 % à 89,6 % dans l'industrie et de 88,8 % à 99 % dans la construction... Pour beaucoup de travailleurs, il s'agira de défendre les outils de production faisant déjà partie du secteur social contre leur destruction ou leur récupération par la bourgeoisie ; pour la majorité, ouvriers et petits employés du secteur privé, il sera question de leur droit même au travail, au salaire déjà entamé par l'inflation et au mois impayé. Ce sont ces derniers qui manifesteront alors le plus de détermination au sein des comités et des commandos, pour obtenir la réquisition officielle de leur entreprise, pour organiser le ravitaillement des quartiers populaires. Face à cette situation, quelle sera l'attitude du gouvernement de « Front patriotique » ? La réponse gouvernementale sera définie en juin 1972 à l'issue de la conférence de Lo Curro.

Le conclave de Lo Curro, qui durera une semaine, verra la victoire de la stratégie du P.C. dans l'Unité populaire. De quoi s'agit-il ? Selon le P.C. chilien, la crise était due à des erreurs politiques et économiques, c'est-à-dire aux « décisions subjectives et volontaristes de ceux qui ignorent les lois économiques ». Parce que le P.C. chilien se targue de connaître lesdites lois, il propose tout simplement de consolider ce qu'il définit comme la première étape « anti-impérialiste, anti-monopoliste et anti-oligarchique » par les mesures suivantes :

- définition précise de l'Aire de production sociale,
- nécessité pour les entreprises de l'A.P.S. de produire des bénéfices,
- maintien de la redistribution des revenus dans leur état actuel,
- garantie aux petites et moyennes entreprises qu'elles ne seront pas nationalisées et qu'elles pourront continuer à élargir leurs affaires avec des marges bénéficiaires acceptables,
- diminution des dépenses de l'Etat, freiner la hausse des salaires du secteur public, freiner celle des investissements déficitaires dans l'A.P.S. et dans le secteur réformé de l'agriculture.

LAISSER LES TRAVAILLEURS SANS ARMES

Cette méthode revenait à faire payer aux travailleurs la facture du sabotage organisé par la bourgeoisie coalisée. On demandait aux travailleurs de faire confiance à la prétendue bourgeoisie patriote en arrêtant les occupations d'usines, en se démobilisant politiquement pour se lancer dans la bataille de la production. Ainsi, pour le P.C. chilien, la crise n'est pas de nature politique, mais bien technique ; la distribution des revenus resterait maintenue (7 % de la population consommant 50 % du total des biens de consommation, 70 % de la population consommant 26 % du total des biens de consommation) mais la classe ouvrière restait le moteur du « front anti-impérialiste, anti-oligarchique... ». Cet alignement du P.C. sur les thèses de la petite et moyenne bourgeoisie reposait sur la perspective d'un accord stratégique, et non tactique, avec la Démocratie chrétienne au sujet des formes de propriété dans les secteurs industriels (cette dernière n'avait-elle pas voté la nationalisation des mines de cuivre?). Hélas pour l'Unité populaire ! la Démocratie chrétienne préférerait dès cette époque planifier par la bande le sabotage économique pour finalement lancer les fameuses grèves des camionneurs et des professions libérales courant octobre 1972. Ce forçage de main orchestré par la Démocratie chrétienne conduira les conciliateurs de l'Unité populaire à appliquer dans les faits la politique définie lors du conclave de Lo Curro, mais faute de coopération avec la Démocratie chrétienne, ce seront les militaires qui entreront au gouvernement. Un résumé de l'action pacificatrice de l'armée donne le tableau suivant : le 5 novembre 1972, le général Prats relevait dans un discours prononcé sur les chaînes nationales de radio et de télévision la portée des accords passés avec la bourgeoisie en grève :

- les émissions de radio qui avaient soutenu la grève reprennent,
- on concède une augmentation de prix fabuleuse à la Compagnie manufacturière des papiers-cartons, fournisseur accrédité de la presse réactionnaire,

— restitution des journaux de droite qui étaient passés sous contrôle des ouvriers,

— restitution des industries électroniques d'Arica,

— restitution des supermarchés et des grands magasins,

— restitution des entreprises de construction réquisitionnées en octobre.

Après Lo Curro qui avait précisé les axes stratégiques de l'Unité populaire, la forme que prit la conclusion de cette grève marquera le début de toute une série de capitulations, de toute une série de compromis au jour le jour avec la bourgeoisie, laquelle pourra enfin intervenir en toute quiétude de la manière la plus brutale contre un prolétariat sans armes.

Permanence région parisienne :

tous les mardis de 19 h 30 à 22 heures, 21 rue Jean-Robert, Paris-18^e - métro Marx-Dormoy.

★

Permanence de Bordeaux : 7 rue du Muguet, tous les samedis de 15 à 17 heures.

★

Groupes de Lyon et de l'Est : écrire au journal.

★

Pour la Suisse : B.P. 44, Les Eaux-Vives, Genève.

★

Correspondance pour le journal : B.P. 31, Saint-Cyr-l'Ecole (78).

★

Abonnement : un an : 10 F - Abonnement de diffusion, un an, 5 exemplaires par mois : 45 F ; 10 exemplaires : 90 F ; 20 exemplaires : 175 F.

★

Verser les fonds à : **Claudine TOUBLET, C. C. P. 7 297-72 PARIS.**

Directeur de la publication :
GEORGES YVERNEL
Imprimerie N.P.P., Paris-20^e

